

LE TEMPS

fiscalité Mardi 5 mai 2009

«L'Union européenne, comme le G20, ne lâchera pas prise»

Par Propos recueillis par Richard Werly, Bruxelles

Le Commissaire européen chargé de la fiscalité Laszlo Kovacs plaide pour un accord global entre l'UE et chaque pays tiers – dont la Suisse – pour «sceller» l'échange d'informations à la demande

Le Temps: Vous présentez aujourd'hui à Bruxelles vos recommandations pour une «bonne gouvernance fiscale» aux ministres des Finances des Vingt-Sept. Leur soutien est acquis?

Laszlo Kovacs: Pourquoi en serait-il autrement? Nos propositions vont dans le sens de l'entraide que tout le monde juge désormais indispensable. Nous avons changé d'époque. Le scandale survenu entre l'Allemagne et le Liechtenstein, la crise financière, puis le G20 ont bouleversé la donne. Y compris dans les trois pays de l'UE encore attachés au secret bancaire: Luxembourg, Autriche et Belgique. La Belgique a d'ailleurs déjà annoncé qu'elle adopterait, à partir du 1er janvier 2010, l'échange automatique d'informations pour la fiscalité de l'épargne. Un courrier a été envoyé à une quarantaine de pays pour les informer de cette décision. Et l'on me dit que le Luxembourg et l'Autriche réfléchissent à une lettre similaire puisque la directive prévoit, rappelons-le, le passage à l'échange automatique d'informations pour tous les pays de l'UE, une fois que les pays tiers (Suisse, Andorre, San Marin, Monaco, Liechtenstein) auront accepté les standards OCDE. Ce qui est le cas.

- Vous semblez sûr d'obtenir un mandat pour négocier, au nom de l'UE, un accord sur l'échange d'informations fiscales à la demande avec les Etats tiers...

- Ce mandat sera discuté lors du conseil Ecofin de juin. Ce que nous demanderons exactement reste donc à préciser. Deux voies sont possibles: négocier avec les pays tiers un accord contre la fraude, incluant les standards de l'OCDE, sur le modèle de celui que nous finalisons avec le Liechtenstein, sur mandat des Vingt-Sept. Ou négocier un accord spécifique sur l'échange d'informations fiscales à la demande. Mais je ne vois pas pourquoi un pays de l'Union s'y opposerait.

- La Suisse préfère, elle, renégocier en bilatéral les conventions de double imposition...

- Je n'ai pas eu de contact à ce sujet avec des responsables helvétiques. Mon souci, d'abord, est d'obtenir l'unanimité nécessaire des Etats membres de l'UE. Or je sais d'expérience que les gouvernements a priori les plus hostiles changent parfois de vues, une fois le sujet mis à l'agenda. Je le redis: un accord multilatéral, au nom de l'UE, pour sceller l'échange d'informations fiscales à la demande me paraît être la meilleure solution. Je constate d'ailleurs que Hongkong, qui n'était pas intéressé l'an dernier, accepte maintenant d'en discuter. Macao a promis de suivre. Et Singapour aussi.

- Vous semblez, encore une fois, bien sûr de vous...

- Parce que ce type d'accord est la meilleure garantie d'une concurrence équitable entre places financières! J'ajoute que l'UE, comme le G20, ne lâchera pas prise. Les pays qui composent ce dernier se sont déclarés prêts à adopter des sanctions contre les juridictions qui refuseraient de coopérer. La surveillance va se mettre en place. Un sommet est prévu à la fin de l'année. Il faut donc aller vite. D'où

notre proposition.

- Revenons sur la fiscalité de l'épargne. La directive va être révisée. L'échange automatique, dites-vous, s'appliquera à terme à l'intégralité de l'UE. La Suisse, qui pratique la retenue à la source, sera-t-elle concernée?

- En acceptant les standards de l'OCDE, la Suisse et les quatre autres pays tiers ayant signé des accords avec l'UE provoquent la généralisation de l'échange automatique d'informations au sein de l'Union. Il est donc clair que le Luxembourg, la Belgique et l'Autriche devront abandonner la retenue à la source.

- La Commission engagera-t-elle des pourparlers fiscaux avec la Suisse d'ici la fin de son mandat, à l'automne?

- Toute initiative de la Suisse dans ce sens sera bienvenue. Je ne dirai certainement pas non. J'ai gardé, lorsque j'étais ministre des Affaires étrangères hongrois et président de l'OSCE, un très bon souvenir de mes échanges avec Flavio Cotti.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA